

Appel

Notre-Dame-des-Landes : il faut sauver la ZAD

Par Un collectif –

Alors qu'une opération d'évacuation est prévue en octobre, un collectif d'associations se mobilise pour défendre ce territoire et appelle à un rassemblement le 8 octobre.

Le 14 septembre dernier, le préfet de Loire-Atlantique a publié deux arrêtés, pièces manquantes avant le lancement des travaux, autorisant le déplacement du campagnol amphibie qui peuple la Zone à Défendre (ZAD) de Notre-Dame-des-Landes. Le gouvernement n'a pas caché ses intentions d'engager l'opération d'évacuation de la ZAD en octobre et prépare ce qui s'annonce comme une opération de maintien de l'ordre d'une ampleur inédite.

Or, la Commission européenne a mis en demeure la France pour non-conformité du projet avec le droit européen. Dans l'attente de l'adoption de l'évaluation environnementale globale du projet à travers le Schéma de cohérence territoriale (SCOT) local, elle n'a pas donné son feu vert au début des travaux.

Rappelons enfin que l'utilité même du projet d'aéroport fut contestée au printemps par une étude d'expertise du ministère de l'Écologie qui le qualifia de « surdimensionné ».

Défendre la ZAD pour le climat, contre un projet d'aéroport climaticide et inutile : le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, vieux de quarante ans, ne correspond plus à l'état du trafic aérien actuel. Surtout, il entre en contradiction totale avec les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de maintien du réchauffement climatique au plus près des 1,5°C, comme la France s'y est engagée à l'issue de la COP21. La croissance du transport aérien suffirait, à elle seule, à hypothéquer nos chances de tenir cet objectif. L'Accord de Paris est donc incompatible avec la mise en service de nouvelles infrastructures aéroportuaires et inversement. Les ressources financières devraient être réallouées dans les solutions de transports comme le train qui nous permettront d'avancer vers ces objectifs.



*Lors d'une manifestation contre Notre-Dame-des-Landes.
Photo Isabelle Rimbert pour « Libération »*

Défendre la ZAD pour une agriculture paysanne, contre le béton : chaque seconde, la France détruit vingt-six mètres carrés de terre agricoles. Construire un nouvel aéroport, les parkings, autoroutes et bretelles destinées à le desservir se fera au détriment de l'agriculture paysanne. Le projet d'aéroport renforcera donc la pression sur les terres agricoles -et nous poussera à importer encore un peu plus de nourriture. L'artificialisation des sols contribue par ailleurs à l'érosion de la biodiversité et à l'extinction des espèces. Or la zone prévue pour la construction du futur aéroport héberge de nombreuses espèces rares et protégées, et, en tant que zone humide, joue un rôle déterminant d'absorption de l'eau en cas de fortes pluies.

Défendre la ZAD pour l'emploi : contrairement aux arguments avancés, et comme l'ont déjà affirmé de nombreux syndicats, depuis la délocalisation de Nantes Atlantique et le transfert incertain de ses emplois jusqu'à l'anéantissement de ceux liés aux activités agricoles sur le site prévu pour le nouvel aéroport, le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes fait peser une grave menace sur les emplois, les salaires et les conditions de travail.

Défendre la ZAD en tant qu'espace d'expérimentation de pratiques alternatives : la ZAD est pour nous un lieu essentiel, où des milliers de personnes expérimentent et se forment à un autre rapport à l'agriculture, à l'habitat, aux interactions entre les êtres humains et les autres êtres vivants, etc. Un espace d'entraide, de partage sur lequel se sont tissées des relations uniques entre agricultrices et agriculteurs, naturalistes, occupantes et occupants, de toutes générations et de tous horizons.

Défendre la ZAD contre la brutalité, la violence et la destruction. À Sivens, le gouvernement avait décidé de passer en force, tuant un jeune militant passionné de botanique. Au mois de juin dernier, un tribunal annulait la déclaration d'utilité publique du projet de barrage. Deux ans après la mort de Rémi Fraisse, nous sommes atterré(e)s que le gouvernement n'ait pas tiré les leçons de ce précédent aussi tragique qu'inacceptable, s'apprête donc à engager une opération plus complexe mettant ainsi en danger des milliers de personnes qui habitent la ZAD ou, comme nous, sont déterminées à la rejoindre pour la protéger.

Nous serons présent(e)s à Notre-Dame-des-Landes, le 8 octobre prochain, pour faire résonner les mille chants de notre détermination à faire respecter les engagements pour le climat pris par la France.

Signataires : *Didier Aubé (Solidaires), Elise Ayrault (Alternatiba), Sylvine Bouffaron (ANV COP21), Amélie Canonne (Aitec), Florent Compain pour les Amis de la Terre, Txetx Etcheverry (Bizi!), Jean-Baptiste Eyraud (Droit au Logement), Nicolas Haeringer (350.org), Jean-François Julliard (Greenpeace), Stéphen Kerckhove (Agir pour l'Environnement), Francis Lemasson (Collectif CGT Vinci), Pierre Perbos (Réseau Action Climat), Laurent Pinatel (Confédération Paysanne), Annie Pourre (No-Vox), Aurélie Trouvé (Attac France) ainsi que la CGT AGO (Aéroport Grand Ouest).*